



## CONSEIL COMMUNAUTAIRE

14 SEPTEMBRE 2023

### DELIBERATION N° 2023-110-DC

Le quatorze septembre deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le neuf septembre deux mille vingt-trois et sous sa présidence (sauf de 101 à 104)

#### Membres présents :

Président, Jackie GOULET CLAISSE (sauf de 101 à 104)

Vice-présidents, Sylvie PRISSET (Présidence de 101 à 104), Michel PATTEE (sauf 105), Nicole MOISY (de 089 à 112), Frédéric MORTIER (de 089 à 111), Jérôme HARRAULT, Grégory PIERRE (de 101 à 114 sauf 105), Anatole MICHEAUD (sauf 106), Béatrice BERTRAND (sauf de 101 à 104), Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION (de 093 à 114), Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 089 à 099)

Conseillers délégués, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE (de 089 à 111), Laurent NIVELLE, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT

Conseillers, Didier ROUSSEAU (de 089 à 111), Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Olivier DESCHARD, Jean-Luc GIRARD, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME (de 089 à 111), Pierre-Yves DELAMARE, Jacqueline TARDIVEL (sauf 101 à 104), Sylvie BEILLARD (de 089 à 111), Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA (sauf 101 à 104), Marie-Luce DURAND, Michel DELPHIN, Myriam de CARCARADEC, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD (de 089 à 111), François BREE (de 089 à 099), Patricia COCHET (de 089 à 111), Éric POEHR (de 089 à 112), Sylvain LEFBVRE, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON (de 089 à 111 sauf 101 à 104), Marc-Antoine NERON (de 089 à 111), Bruno PROD'HOMME, Bernard HENRY  
Michel PONCHANT suppléant Sandrine LION (de 091 à 092), Marie-Odile LE MERCIER suppléante Fabrice BARDY

#### Absent (s) / Excusé(s) :

Marc BONNIN, Rodolphe MIRANDE, Pierre-Yves DOUET, Gilles TALLUAU, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Benoît LEDOUX, Isabelle ISABELLON, Fabrice BARDY, Nathalie MORON, Laurence CAILLAUD, Isabelle DEVAUX, Nicole PEHU, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Nathalie LIEBAULT, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Arlette BOURDIER, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINNEAU, Patricia VILLARME

#### Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Rodolphe MIRANDE à Jackie GOULET (sauf 101 à 104), Éric TOURON à Michel PATTEE (de 100 à 114 sauf 105), Pierre-Yves DOUET à Jean-Luc GIRARD, Gilles TALLUAU à Yves BOUCHER (sauf de 101 à 104), Guillaume MARTIN à Éric MOUSSERION, Jacky MARCHAND à Christian GALLE, Nathalie MORON à Colette GAGNEUX, Laurence CAILLAUD à Bruno CHEPTOU, Isabelle DEVAUX à Guy BERTIN, Nicole PEHU à Frédéric MORTIER (de 089 à 111 sauf 106), Christophe CARDET à Loïc BIDAULT, Géraldine LE COZ à Bruno PROD'HOMME, Astrid LELIEVRE à Sophie TUBIANA (de 112 à 114), François BREE à Thomas GUILMET (de 100 à 114 – sauf 101 à 104), Marc-Antoine NERON à Grégory PIERRE (de 112 à 114)

Secrétaire de séance : Anatole MICHEAUD

|                     | DC<br>089 à 090 | DC<br>091 à 099 | DC<br>100 | DC<br>101 à 104 | DC<br>105 | DC<br>106 | DC<br>107 à 111 | DC<br>112 | DC<br>113 à<br>114 |
|---------------------|-----------------|-----------------|-----------|-----------------|-----------|-----------|-----------------|-----------|--------------------|
| Membres en exercice | 81              | 81              | 81        | 81              | 81        | 81        | 81              | 81        | 81                 |
| Quorum              | 41              | 41              | 41        | 41              | 41        | 41        | 41              | 41        | 41                 |
| Présents            | 55              | 56              | 54        | 50              | 53        | 54        | 55              | 46        | 44                 |
| Absents - Excusés   | 26              | 25              | 27        | 31              | 28        | 27        | 28              | 37        | 39                 |
| Pouvoirs            | 12              | 12              | 14        | 11              | 13        | 12        | 13              | 14        | 14                 |
| Votants             | 67              | 68              | 68        | 61              | 66        | 66        | 68              | 60        | 58                 |

### FONCTIONNEMENT DES ASTREINTES AU SEIN DES SERVICES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE - Modification partielle de la délibération du 6 Juillet 2023

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la communauté d'agglomération Saumur Loire Développement, de la communauté de communes Loire Longué et de la communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Lourdesse Rochemenier ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique,

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 7-1 ;

**Vu** le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,

**Vu** le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

**Vu** l'avis du Comité Social Territorial en date du 8 juin 2023,

Considérant que le Conseil Communautaire a délibéré le 6 juillet 2023 afin de décider d'instaurer le régime des astreintes au sein des services communautaires (délibération N° 2023-074-DC)

Considérant qu'il est nécessaire de rectifier la rédaction de l'article 9 de cette délibération au vu des textes applicables sur ce sujet,

Il est proposé au Conseil Communautaire de modifier le corps de la délibération 2023-074-DC uniquement sur le point suivant :

### **III MODES DE COMPENSATION ET DE REMUNERATION D'UNE ASTREINTE, INTERVENTION OU PERMANENCE**

#### **Article 9 - Modalités des compensations financières ou en repos compensateur pour les autres filières que la filière technique (Montants bruts au 1<sup>er</sup> mai 2023)**

Les autres filières que la filière technique peuvent avoir le choix entre le repos compensateur ou la rémunération.

- 1 - En cas de repos compensateur, dans le cadre d'une permanence l'agent se verra attribuer une augmentation de la récupération du temps de permanence égale à 25%.
- 2 - Dans le cadre d'une astreinte, la compensation supplémentaire à la récupération varie en fonction de sa durée, du jour :
  - Semaine complète 1 jour et demi
  - Vendredi soir au lundi matin 1 jour
  - Lundi matin au vendredi soir ½ journée
  - 1 jour ou 1 nuit week-end ou jour férié ½ journée
  - 1 nuit en semaine 2 heures
- 3 - En cas d'intervention durant l'astreinte, la compensation horaire supplémentaire à la récupération est majorée de 10% (entre 18H et 22H et le samedi entre 7H et 22H) et de 25 % (entre 22h et 7H et le dimanche ou jour férié).
- 4 - Les compensations financières pour les autres filières que la filière technique sont les suivantes :

| Montant brut de l'indemnité d'astreinte versée aux agents non techniques |                        |
|--|------------------------|
| Période d'astreinte  | Montant de l'indemnité |
| Semaine complète   | 149,48 €               |
| Du vendredi soir au lundi matin  | 109,28 €               |
| Du lundi matin au vendredi soir  | 45 €                   |
| Samedi   | 34,85 €                |
| Dimanche ou jour férié   | 43,38 €                |

|  |   |                               |
|--|---|-------------------------------|
| Accusé de réception en préfecture<br>049-200071876-20230914-2023-110-DC-DE<br>Date de télétransmission : 20/09/2023<br>Date de réception préfecture : 20/09/2023 | <b>Montant brut de l'indemnité d'astreinte versée aux agents non techniques</b> |                               |
|  | <b>Période d'astreinte</b>  | <b>Montant de l'indemnité</b> |
|  | Nuit de semaine   | 10,05 €                       |

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

- **DE FIXER** comme indiqué ci-dessus le régime des astreintes de la Communauté d'agglomération pour l'ensemble des agents ne relevant pas de la filière technique.

Les autres termes de la délibération 2023-074-DC du 6 juillet 2023 sont inchangés.

**La délibération est adoptée à l'unanimité.**

Résultat des votes :

Pour : 68


Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Pour le Président empêché,  
Et par délégation,  
La 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente

Date d'affichage :


  
Sylvie PRISSET

*En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »*